
Recebido: 21-05-2023 | Aprobado: 21-06-2023 | DOI: <https://doi.org/10.23882/rmd.23164>

Qualité des institutions et croissance économique dans la région MENA : une analyse par la méthode des moments généralisés

Quality of institutions and economic growth in the MENA region: an analysis by the generalized method of moments

Othmane BOURHABA, Université Hassan, II Casablanca
(othmane.bourhaba-etu@etu.univh2c.ma)

Rachid MHENNA, Université Hassan II, Casablanca
(mhennarachid@gmail.com)

Résumé : Les institutions, qu'elles soient politiques, légales, financières ou administratives, fournissent le cadre et les règles nécessaires à une économie stable et prospère. Une solide gouvernance, la primauté du droit, la transparence et la lutte contre la corruption sont autant de facteurs qui favorisent un environnement propice aux investissements, à l'innovation et à la création d'emplois. L'objectif de cet article est d'examiner l'influence des institutions sur la performance économique des pays de la région MENA. L'étude porte sur un panel de 14 pays pour la période 1996-2021 en utilisant la méthode dynamique des moments généralisés en système (GMM) de Blundell et Bond (1998). Les résultats montrent que les institutions ont un effet positif et significatif sur la croissance économique des pays de la région MENA.

Mots clés : Institution, croissance économique, région MENA, GMM

Abstract: Institutions, whether they are political, legal, financial, or administrative, provide the framework and necessary rules for a stable and prosperous economy. Strong governance, the rule of law, transparency, and the fight against corruption are all factors that foster an environment conducive to investments, innovation, and job creation. The objective of this article is to examine the influence of institutions on the economic performance of countries in the MENA region. The study focuses on a panel of 14 countries for the period 1996-2021, using the Generalized Method of Moments (GMM) dynamic system approach proposed by Blundell and Bond (1998). The results demonstrate that institutions have a positive and significant effect on the economic growth of countries in the MENA region.

Keywords: Institution, economic growth, MENA region, GMM

1. Introduction

Les économistes ont fondé pendant longtemps leurs explications de la relance économique sur le capital, le travail et le capital humain (Solow, 1956; Romer, 1986). Cependant, des pays avec les mêmes caractéristiques économiques et démographiques n'ont pas eu le même développement économique. Cela peut être expliqué par la faiblesse de la qualité des institutions. L'importance des institutions avait été étudiée aux Etats Unis dès la fin du 19ème siècle, mais c'est depuis le début des années 1990 que les économistes prennent mieux en compte l'impact des institutions sur les résultats économiques notamment avec Douglass North (1989, 1990).

La relation entre les institutions et la croissance économique a fait l'objet de nombreuses recherches et débats parmi les économistes. L'une des études les plus influentes sur ce sujet est le travail de North et al. (2009) qui soutiennent que la clé du développement économique est le développement d'institutions inclusives qui limitent le pouvoir de l'État et protègent la propriété, les droits des particuliers et des entreprises. Ils soutiennent que des institutions inclusives, telles l'État de droit, les limites constitutionnelles du pouvoir de l'État et un système judiciaire indépendant, sont nécessaires à la croissance économique car elles créent un environnement stable et prévisible dans lequel les individus et les entreprises peuvent faire des investissements à long terme. Une autre contribution importante à cette littérature est le travail de Acemoglu et Robinson (2012), qui soutiennent que la clé de la croissance économique est le développement d'institutions qui favorisent la concurrence économique et politique. Ils affirment que les institutions qui offrent aux individus et aux entreprises des opportunités de rivaliser les ressources et le pouvoir sont plus susceptibles de générer de la croissance économique que celles qui concentrent le pouvoir entre les mains d'une poignée de personnes. Ils soutiennent également que les institutions qui promeuvent la concurrence économique et politique sont plus susceptibles d'être inclusives et de protéger les droits de propriété des individus et des entreprises.

La définition des institutions donnée par North (1990) est la plus utilisée en économie institutionnelle. Selon North (1990), les institutions sont les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, ce sont les contraintes humainement conçues qui déterminent les interactions humaines. Par conséquent, les institutions

structurent les incitations dans les échanges humains, aussi bien dans le domaine politique, qu'économique et social. Par ailleurs, les institutions ont pour nature de réduire l'incertitude dans la vie de tous les jours (North, 1990). Acemoglu et Robinson (2005) ont défini les institutions comme étant une combinaison de trois concepts interdépendants :

- *Institutions économiques* : Elles comprennent les facteurs qui régissent la structure des incitations dans la société et la répartition des ressources. Par exemple, la structure des droits de propriété, les barrières à l'entrée, l'ensemble des types de contrat.
- *Pouvoir politique* : Les institutions économiques sont, elles-mêmes, le résultat de choix collectifs de la société. Une société est constituée de différents groupes avec des intérêts contradictoires. La répartition du pouvoir politique détermine la conception et la qualité des institutions économiques.
- *Institutions politiques* : Elles sont liées aux caractéristiques du gouvernement et à la conception de la constitution.

La région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est une région complexe et diversifiée, et les études sur la relation entre les institutions et la croissance économique dans le monde sont variées. Ces études suggèrent que les institutions jouent un rôle important dans la croissance économique. Cependant, la relation exacte entre les institutions et la croissance économique est complexe et dépend de divers facteurs, notamment les variables institutionnelles spécifiques, la période étudiée et le pays ou la région analysés.

L'objectif de notre travail est d'évaluer le rôle des institutions dans l'explication de la croissance économique au sein de la région MENA. L'étude porte sur un panel de 14 pays pour la période 1996-2021. Une analyse économétrique basée sur la méthode des moments généralisés en système (Blundell et Bond, 1998) a été effectuée sur la base 6 indicateurs fournies par The Worldwide Governance Indicators (WGI): Government Effectiveness, Rule of Law, Political Stability, Regulatory Quality, Control of corruption et Voice and Accountability.

La suite de l'article est structurée comme suit : la première partie se charge d'établir un tour d'horizon sur la revue de littérature empirique. Ensuite, dans la deuxième partie, nous présenterons la méthodologie empirique de notre contribution. Puis, dans la troisième partie, nous présenterons les résultats économétriques de la méthode des moments généralisés en système. Enfin, nous proposerons des conclusions.

2. Qualité des Institutions et Croissance économique : Une revue de littérature

Plusieurs économistes montrent que la qualité des institutions joue un rôle déterminant dans les performances économiques des pays. S'intéressant au rôle des institutions dans le processus de croissance économique, Knack et Keefer (1997) affirment l'existence d'une relation positive entre les différents indicateurs de la qualité institutionnelle (la stabilité politique, la bureaucratie, les droits de propriété,) et la performance économique. Hall et Jones (1999), montrent que les écarts entre les pays dans le développement institutionnel et les politiques adoptées par les gouvernements pourraient être un déterminant fondamental des écarts dans la productivité et l'accumulation du capital. En outre, Raiser (1997) avance l'idée que la faiblesse de la performance économique dans les pays de l'ex-URSS pourrait s'expliquer par la mauvaise qualité des institutions à travers leur influence sur le capital social.

La littérature souligne également plusieurs avantages de la qualité des institutions. Par exemple, de bonnes institutions peuvent avoir un effet sur l'amélioration de l'éducation, la réduction des inégalités et la baisse de la consommation publique, ce qui pourrait augmenter la croissance économique (Tavares et Wacziarg, 2001, Helliwell, 1992). La qualité des institutions augmente le niveau de la croissance économique notamment à travers leur impact sur les investissements (North et Weingast, 1989, Kormendi et Meguire, 1985, Mauro, 1995, Busse et Hefeker, 2007, Jensen et al., 2012). Les économistes, Rodrick (1999) et Reuveny and Li (2003) estiment, eux, que la qualité des institutions joue un rôle dans la réduction des inégalités de revenus. Quant à Mauro (1995) , Shleifer et Vishny (1993), ils mettent l'accent sur l'interaction négative qui existe entre le niveau de corruption et la croissance économique, et montrent que la structure des

institutions et du processus politique déterminent le niveau de corruption qui est préjudiciable à la croissance économique.

D'autres économistes ont eu recours à l'histoire pour démontrer l'impact de la qualité des institutions sur l'état actuel des différentes économies. Engerman et Sokoloff (2002), montrent, en s'appuyant sur des faits historiques des deux Amériques, que les anciennes puissances coloniales européennes ont adopté différentes stratégies d'exploitation coloniale ce qui a entraîné différentes trajectoires institutionnelles dans ces pays, avec un nord plus développé (Canada et Etats-Unis) que le Sud. Acemoglu et Robinson (2001) mettent en évidence que les institutions antérieures ont un effet à long terme sur la performance économique. Ils montrent également que l'origine coloniale est fortement corrélée avec la situation économique courante à travers son effet sur la qualité des institutions courantes.

Des travaux plus récents, Rodrick et al. (2004) affirment que la qualité institutionnelle joue un rôle important dans l'explication des écarts de revenus entre les pays riches et les pays pauvres. Dans la même lignée de réflexion, Acemoglu et Robinson (2012) expliquent que la différence des revenus et des niveaux de vie entre les pays riches et les pays pauvres repose sur l'existence des institutions « inclusives » politiques et économiques qui représentent selon eux la clé de prospérité des nations en créant un cercle vertueux d'innovation et d'expansion économique. En conformité avec notre étude, Méon et Sekkat (2004), indiquent que l'amélioration de la qualité des institutions aux pays MENA entraînera une augmentation des entrées d'IDE et des exportations de produits manufacturés et permettra, aussi, la participation de ces pays dans l'économie mondiale.

Notre étude porte sur les pays MENA et suit le modèle de Acemoglu et Robinson (2001), mais avec des différences dans la spécification du modèle économétrique comme nous allons l'expliquer dans la suite de l'article.

3. Description des données et méthodologie

3.1. Données :

L'étude porte sur un panel de 14 pays de la région MENA pour la période 1996-2021. Dans le but de mesurer le rôle que jouent les institutions dans la croissance économique de la région, nous avons utilisé les 6 indicateurs fournis par

The Worldwide Governance Indicators (WGI) : *Government Effectiveness, Rule of Law, Political Stability, Regulatory Quality, Control of corruption et Voice and Accountability*. Ces indicateurs s'étendent sur une échelle entre -2,5 et 2,5. *Government effectiveness* mesure l'efficacité des pouvoirs publics. C'est-à-dire qu'il mesure la compétence de la bureaucratie dans un pays et la qualité de la prestation du service public dans ce dernier. *Regulatory Quality*, concerne les politiques non favorables et mesure leurs incidences sur le marché. *Rule of Law*, mesure la qualité de la mise en application des contrats. *Control of corruption* est un indicateur reflétant le degré de corruption dans un pays. *Voice and Accountability* s'intéresse au respect des droits politiques et civils ainsi que les droits de l'Homme. Quant au *Political Stability*, il mesure la probabilité de menace de violence contre le gouvernement. S'agissant des variables de contrôle, nous avons pris le capital humain que nous avons approximé par le taux brut de scolarisation primaire. Par ailleurs, l'ouverture commerciale et le taux d'investissement ont été incorporés dans notre modèle empirique. Ces deux dernières variables ont été mesurées respectivement par les parts du commerce des marchandises et la formation brute du capital fixe dans le produit intérieur brut. Concernant notre variable dépendante, il s'agit du produit intérieur brut par habitant. Les données relatives à l'ensemble de ces variables ont été extraites du «World Data Bank Indicators». Les statistiques descriptives des différentes variables ont été reportées dans le tableau 1. De même, ce tableau met en évidence les corrélations positives entre les indicateurs des institutions et le produit intérieur brut par habitant. Parallèlement, nous constatons la forte corrélation existante entre les variables institutionnelles.

Le tableau 1 : Statistiques descriptives

Variable	Observations	Mean	Std. Dev.	Min	Max
<i>GDP per capita (log)</i>	377	10.947762	1.590091	7.129323	13.06104
<i>Government Effectiveness</i>	336	.0576935	.5087804	-1.100349	1.657012
<i>Regulatory quality</i>	336	.0453867	.4581498	-1.30147	1.200142
<i>Rule of Law</i>	336	.080589	.4053571	-1.20257	1.053633
<i>Control of corruption</i>	336	.031246	.6789413	-1.062803	1.722856
<i>Voice and Accountability</i>	336	-.7954418	.3959312	-1.862976	.1921429
<i>Political Stability</i>	336	-.2531391	.8039654	-2.129537	1.210541
<i>Education (log)</i>	320	5.23480	.1208069	4.043113	4.670115
<i>Ouverture (log)</i>	367	4.982341	.4037819	2.925412	5.069112
<i>Investment (log)</i>	359	3.86945	.3119574	2.067521	4.118528

Source : Calculs de l'auteur

3.2. Méthodologie

Cette section fait état de la stratégie empirique visant à étudier, d'une part, la relation entre la croissance économique et les Institutions et d'autre part, l'impact du « Printemps Arabe » sur la performance économique des pays MENA.

La démarche économétrique se base sur la méthode des moments généralisés en système (Blundell et Bond, 1998). En effet, le recours à cette méthode s'est attesté nécessaire compte tenu du problème d'endogénéité. L'estimateur GMM en système proposé par Blundell et Bond (1998) incorpore les équations en différences premières avec les équations en niveau. Les instruments dans l'équation en différences premières sont exprimés en niveau, et vice versa. L'équation (1) présente la relation : Institution- Croissance, inspiré du modèle d'Acemoglu et Robinson (2001) en adaptant le modèle au contexte de l'étude et de la disponibilité des données pour les pays étudiés. Les variables constituant le modèle sont les variables les plus significatives dans les estimations. En fait, nous avons procédé au

test de la significativité de plusieurs modèles pour finalement arriver au meilleur. Le modèle s'écrit comme suit :

$$GDP_{it} = \beta GDP_{it-1} + \alpha_1 Openess_{it} + \alpha_2 Investment_{it} + \alpha_3 Education_{it} + \alpha_4 Institutions_{it} + \alpha_i + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Où :

GDP représente le produit intérieur brut par habitant ;

Openess correspond à l'ouverture commerciale soit la part du commerce des marchandises dans le produit intérieur brut ;

Investment est le taux d'investissement ((FBCF/PIB)*100) ;

Education est le taux brut de scolarisation primaire ;

Institutions regroupe l'ensemble des proxys relatifs à la qualité des institutions ;

Et ε est un terme d'erreur.

L'estimation empirique de l'équation (1), nous avons intégré indépendamment chaque proxy des institutions dans un modèle (Model 1, 2, 3, 4, 5 et 6). En effet, nous avons procédé au test des relations existantes entre les 6 indicateurs des institutions. En les intégrant dans un seul modèle, cela induirait un problème de multicollinéarité ce qui biaise les résultats de nos estimations. Par ailleurs, dans le but de réduire la dimension de ces indicateurs, nous avons opté pour une Analyse en Composantes Principales. Cela nous a permis de formuler un indice composé (ACP) qui résume environ 70 %¹ de l'information contenue dans les 6 variables des institutions. D'une manière globale, cet indice a été incorporé dans le modèle 7 comme étant un indicateur de gouvernance.

4. Résultats

Le tableau 2 présente les résultats de la méthode des moments généralisés en système proposée par Blundell et Bond (1998). De surcroît, nous avons procédé à deux tests pour valider l'estimation empirique. Le premier test établi est celui de

¹ La part de la variance expliquée par le premier axe.

Sargan (1958) qui nous renseigne que nos instruments sont statistiquement valides. Ensuite, le test d'Arrelano-Bond (1991) a été utilisé pour vérifier l'auto-corrélation des erreurs d'ordre (2). Avec une p-value supérieure à la valeur seuil, ce test nous confirme l'absence de problème d'auto-corrélation des résidus.

Tableau 2 : résultats des estimations

<i>VARIABLES</i>	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
GDP per capita (t-1)	.905*** (.012)	.914*** (.011)	.914*** (.011)	.917*** (.008)	.920*** (.008)	.920*** (.009)	.932*** (.013)
Openness	.043*** (.017)	.031** (.025)	.025** (.025)	.069*** (.026)	.053** (.026)	.084*** (.027)	.042* (.025)
Investment	-.059** (.027)	-.045 (.028)	-.054** (.026)	-.079*** (.027)	-.053* (.028)	-.082*** (.027)	-.048* (.027)
Education	.203*** (.026)	.093*** (.026)	.116*** (.028)	.127*** (.028)	.108*** (.026)	.110*** (.028)	.151*** (.035)
Governance	.152* (.068)						
Rule of law		.192** (.065)					
Control of corruption			.192*** (.059)				
Political stability				.039* (.022)			
Regulator quality					.169*** (.059)		
Voice and Accountability						.031 (.021)	
Indice de gouvernance (ACP)							.042*** (.017)
Nombre d'instruments	67	67	67	67	67	67	
Sargan test	17.42 (0.367)	16.93 (0.393)	13.63 (0.553)	18.96 (0.216)	18.82 (0.222)	32.42 (0.006)	14.23 (0.508)
AR (2)	-1.16 (0.246)	-1.05 (0.296)	-1.13 (0.258)	-1.09 (0.274)	-1.15 (0.249)	-1.10 (0.269)	-1.25 (0.212)

Standards errors are reported in parentheses.

***, **, * significant at the 1, 5 and 10% respectively

Les coefficients des indicateurs relatifs aux institutions sont positifs et statistiquement significatifs sauf la variable « Voice and Accountability ». De même, le coefficient de l'indicateur de gouvernance formulé à travers une analyse en composante principale est statistiquement significatif et positif. Donc on pourrait conclure que les institutions exercent d'une manière générale un effet positif sur la croissance économique dans la région MENA.

En ce qui concerne les variables de contrôle, l'estimation montre que l'éducation et l'ouverture commerciale exercent un impact positif sur la performance économique des pays du MENA. En revanche, l'investissement a un impact négatif. On en déduit que malgré l'augmentation du taux d'investissement durant la période que couvre l'étude, cela ne permet pas d'influer positivement la croissance économique. Ce constat montre l'inefficacité de l'investissement dans les pays de la région MENA. L'éducation, quant à elle, est considérée comme un moteur générant de la croissance économique à long terme dans ces pays. Ces derniers doivent promouvoir leur capital humain puisque cela touche à des aspects économiques et sociaux.

En définitive, nous avons trouvé que les institutions sont conçues comme des facteurs clés permettant la croissance économique au sein de la région MENA.

5. Conclusion

Les institutions sont les règles et réglementations qui régissent l'activité économique et fournissent le cadre dans lequel les marchés et les entreprises fonctionnent. Ils comprennent des institutions formelles telles que les lois, les réglementations et les politiques gouvernementales, ainsi que des institutions informelles telles que les coutumes, les traditions et les normes sociales. Les résultats de l'étude montrent que la qualité des institutions est l'un des facteurs les plus importants pour déterminer le développement économique des pays de la région MENA. Certes, la qualité des institutions de ces derniers s'est améliorée durant ces dernières années, toutefois, les systèmes politiques doivent repenser les choix politiques et les mécanismes de l'affectation des ressources dont ils disposent.

Des institutions fortes favorisent l'efficacité et la stabilité économiques, tandis que des institutions faibles peuvent conduire à la corruption et à l'inefficacité. De

bonnes institutions aident à protéger les droits de propriété, à faire respecter les contrats et à fournir un environnement juridique et réglementaire stable, qui à son tour encourage l'investissement et l'esprit d'entreprise, conduisant à la croissance économique. Un environnement juridique et réglementaire stable et prévisible permet aux entreprises de planifier et d'investir pour l'avenir en toute confiance, sachant que leurs biens et contrats seront protégés. Il encourage également les entrepreneurs à créer de nouvelles entreprises, car ils peuvent être sûrs qu'ils pourront opérer dans un environnement équitable et transparent.

En plus de protéger les droits de propriété et de faire respecter les contrats, de bonnes institutions favorisent également la stabilité économique. Un environnement politique stable et prévisible permet aux entreprises de planifier et d'investir pour l'avenir en toute confiance, sachant qu'elles ne seront pas soumises à des changements arbitraires de politique.

Des institutions faibles, en revanche, peuvent décourager les investissements étrangers et conduire à un manque de confiance dans le gouvernement et les entreprises, ce qui entrave la croissance économique. Dans les pays aux institutions faibles, les entreprises et les particuliers peuvent hésiter à investir dans l'économie, sachant que leurs biens et leurs contrats peuvent ne pas être protégés. Cela peut conduire à un manque d'investissement, qui à son tour peut conduire à un ralentissement de la croissance économique.

Outre les institutions formelles, les institutions informelles jouent également un rôle dans la croissance économique. Les institutions informelles comprennent les coutumes, les traditions et les normes sociales. Ces institutions peuvent avoir un impact positif ou négatif sur la croissance économique, selon le contexte spécifique. Par exemple, une forte tradition d'entrepreneuriat et d'innovation peut favoriser la croissance économique, tandis qu'une culture de corruption et de népotisme peut l'entraver.

En résumé, les institutions sont un facteur crucial dans la détermination du développement économique d'un pays. Des institutions fortes favorisent l'efficacité économique, la stabilité et encouragent l'investissement, tandis que des institutions faibles peuvent conduire à la corruption, à l'inefficacité et décourager l'investissement.

Références

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review*, 91(5), 1369-1401.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). The Rise of Europe: Atlantic Trade, Institutional Change, and Economic Growth. *American Economic Review*, 95(3), 546-579.
- Acemoglu, D., & Robinson, J.A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Business.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277-297.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115-143.
- Busse, M., & Hefeker, C. (2007). Political Risk, Institutions and Foreign Direct Investment. *European Journal of Political Economy*, 23(2), 397-415.
- Engerman, S.L., & Sokoloff, K.L. (2002). Factor Endowments, Inequality, and Paths of Development Among New World Economics. *Economia*, 3(1), 41-109.
- Jensen, N.M., Ladenburg, J., & Lindegaard, C. (2012). Reputation, Trust and the Role of Marketing Communication in Public Decision-making on Nuclear Waste Management. *Journal of Risk Research*, 15(3), 247-268.
- Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker than Others? *The Quarterly Journal of Economics*, 114(1), 83-116.
- Helliwell, J.F. (1992). *Empirical Linkages between Democracy and Economic Growth*. NBER Working Paper No. 4066, National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- Kormendi, R., & Meguire, P. (1985). Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country Evidence. *Journal of Monetary Economics*, 16(2), 141-163.
- Knack, S., & Keefer, P. (1997). Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation. *The Quarterly Journal of Economics*, 112(4), 1251-1288.
- Mauro, P. (1995). Corruption and Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681-712.
- Méon, P. G., & Sekkat, K. (2004). Does the Quality of Institutions Limit the MENA's Integration in the World Economy? *The World Economy*, 27(9), 1475-1498.
- North, D.C. (1989). Institutions and economic growth: An historical introduction. *World Development*, 17(9), 1319-1332.

-
- North, D.C., & Weingast, B.R. (1989). Constitutions and Commitment: The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century England. *The Journal of Economic History*, 49(4), 803-832.
- North, D.C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- North, D.C., Wallis, J.J., & Weingast, B.R. (2009). *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*. Cambridge University Press.
- Raiser, Martin (1997) Informal institutions, social capital and economic transition: reflections on a neglected dimension, European Bank for Reconstruction and Development Working paper 25: <http://www.ebrd.com-pubs-econ-workingp-25.pdf>, 2003.
- Reuveny, R., & Li, Q. (2003). Economic Openness, Democracy, and Income Inequality: An Empirical Analysis. *Comparative Political Studies*, 36(5), 575-601.
- Rodrick, D. (1999). Democracies Pay Higher Wages. *The Quarterly Journal of Economics*, 114(3), 707-738.
- Rodrick, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development. *Journal of Economic Growth*, 9(2), 131-165.
- Romer, P. M. (1986). Increasing Returns and Long-run Growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037.
- Sargan, J. D. (1958). The Estimation of Economic Relationships using Instrumental Variables. *Econometrica*, 26(3), 393-415.
- Shleifer, A., & Vishny, R.W. (1993). Corruption. *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 599-617.
- Solow, R.M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Tavares, J., & Wacziarg, R. (2001). How Democracy Affects Growth. *European Economic Review*, 45(8), 1341-1378.